

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 12 MAI 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/277</b>  <b>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION ASCENDANTE PARTIELLE DE DROIT COMMUN DE PERSONNELS DE LA VILLE DE SIX-FOURS- LES-PLAGES EXERCANT A MOINS DE 50% SUR UNE OU PLUSIEURS COMPETENCES TRANSFEREES A LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

**N° 25/277**

**BUREAU DU 12 MAI 2025**

**O B J E T : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A  
DISPOSITION ASCENDANTE PARTIELLE DE DROIT  
COMMUN DE PERSONNELS DE LA VILLE DE SIX-  
FOURS-LES-PLAGES EXERCANT A MOINS DE 50%  
SUR UNE OU PLUSIEURS COMPETENCES  
TRANSFEREES A LA METROPOLE TPM -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition  
applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs  
locaux,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition joint en annexe,

**CONSIDERANT** que les transferts de compétences s'imposent à la Métropole TPM,

**CONSIDERANT** que les agents partiellement affectés à moins de 50 % sur une ou plusieurs compétences métropolitaines sont mis à disposition de la Métropole par la Ville de Six-Fours-les-Plages selon les modalités sus-indiquées,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer ladite convention ainsi que tout acte relatif au transfert de personnel.

### **ARTICLE 3**

**D'ADOPTER** les termes de la convention de mise à disposition année pour une période de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les frais exposés dans le cadre de cette convention par la Ville de Six-Fours-les-Plages feront l'objet, chaque année civile, d'un remboursement par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ASCENDANTE  
PARTIELLE DE DROIT COMMUN DE PERSONNELS EXERÇANT À MOINS DE 50% SUR  
UNE OU PLUSIEURS COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES À LA MÉTROPOLE**

Entre les soussignés :

La Commune de Six fours Les Plages représentée par son Maire, Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE,  
dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du **29 JAN. 2025**, ci-après  
dénommée "la commune",

D'une part,

Et :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN,  
autorisé par la délibération n° , sise 107 Boulevard Henri Fabre,  
CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9,

D'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux  
collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

VU la délibération n° 18/12/370 du 18 décembre 2018 autorisant le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée à signer les conventions de mises à disposition ainsi que tout acte relatif aux  
transferts de personnel,

VU la demande écrite des agents,

**PRÉAMBULE**

Suite à la constitution de la Métropole et des transferts de compétences engendrés, il convient de  
renouveler la convention initiale de mise à disposition des agents affectés partiellement à moins de 50% à  
l'une des compétences concernées, ce afin de maintenir la bonne organisation des services de chacune des  
structures.

Ces agents sont donc mis à disposition de la Métropole pour leur permettre l'exercice de la partie de  
compétence transférée par la loi à la Métropole TPM.

## **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QU'IL SUI :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis du comité technique de la Métropole TPM en date du 19 novembre 2018, l'avis du comité technique de la commune en date du 29 novembre 2018, la commune met à disposition partiellement de la Métropole TPM les agents nécessaires à l'exercice de l'une des compétences transférées.

La mise à disposition concerne des agents territoriaux selon la liste détaillée fournie par chaque commune jointe en annexe 1 de la présente convention.

Les présentes mises à disposition s'exercent dans les conditions fixées par la présente convention.

### **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2027 inclus. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

### **ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS**

Les agents publics territoriaux concernés sont mis à la disposition de la Métropole TPM pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leur fonction, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole TPM, et de manière opérationnelle, sous l'autorité du responsable hiérarchique technique identifié au sein de chaque antenne métropolitaine.

Ce dernier adresse directement aux agents mis à disposition les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle la réalisation des tâches.

La commune continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le maire, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Métropole TPM.

L'entretien professionnel de l'agent mis à disposition continue de relever de la commune, après entretien, le cas échéant, du responsable hiérarchique technique identifié au sein de l'antenne.

Les agents relèveront de la médecine préventive de la commune.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS MIS À DISPOSITION**

La Métropole TPM fixe les conditions de travail des agents mis à sa disposition dans le respect de l'organisation du travail mis en place antérieurement au sein de chaque commune. La nature des activités sont des activités d'entretien-maintenance, de gestion, d'exploitation, de contrôle, d'étude, de direction et des activités administratives liées à l'aménagement, l'environnement, la mobilité, l'énergie, le logement, l'habitat, l'eau, l'assainissement, et l'incendie

Afin de faciliter la gestion de l'ensemble des actes administratifs individuels pris à l'égard des agents, la commune conserve les décisions relatives aux congés annuels et aux congés de maladie régis par les articles L822-1 et suivants du CGFP des fonctionnaires mis à disposition, ainsi que celles relatives à l'exercice des droits syndicaux régis par le décret 85-397 du 3 avril 1985.

La commune verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités), et l'action sociale qui lui est propre.

Le personnel mis à disposition est, en revanche, indemnisé directement par la Métropole TPM pour les frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice des missions relatives à l'une des compétences transférées (Frais de déplacement).

#### **ARTICLE 5 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT**

Conformément au décret n°2008-580 encadrant la mise à disposition des agents des collectivités territoriales, la Métropole TPM rembourse à la commune la rémunération des agents mis à disposition, les cotisations et contributions y afférentes, ainsi que les charges mentionnées au deuxième alinéa du III de l'article 6, dans les conditions qui y sont prévues (Congé de maladie ordinaire / congé de formation / Droit Individuel à la Formation).

Les dépenses relatives à des agents en congé de Longue Maladie, de Congé de Longue Durée, d'Accident de service ou d'accident de travail sont prises en charge par la commune.

La Métropole TPM supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier l'agent dans la cadre des missions relevant de l'une des compétences transférées.

La Métropole TPM remboursera semestriellement à la commune, sur la production d'un état détaillé par agent, le montant de la rémunération et des charges afférentes au pourcentage et à la quotité d'emploi de la mise à disposition de l'agent.

#### **ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Durant la mise à disposition partielle, les agents concernés agiront sous la responsabilité du Président de la Métropole TPM et seront à ce titre couverts par le contrat responsabilité civile générale de la Métropole TPM.

La commune continue d'assurer statutairement l'agent mis à disposition de la Métropole TPM et informe, le cas échéant, l'assureur de la mise à disposition partielle des agents auprès des services métropolitains.

En cas d'accident de service, l'agent communal sera pris en charge par la commune.

#### **ARTICLE 7 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin :

- au terme prévu à l'article 2 de la présente convention,
- dans le respect d'un délai de préavis de 3 mois avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, soit à la demande de l'intéressé(e), soit de la collectivité d'origine ou soit de l'organisme d'accueil,
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, par accord entre la collectivité d'origine et l'organisme d'accueil.

En cas de résiliation anticipée ou d'expiration de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

#### **ARTICLE 8 : CONTENTIEUX**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

#### **ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à son siège social : 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9,
- Pour la Commune de Six Fours Les Plages, 2 Place 18 Juin 1940 ,83140 Six-Fours les Plages.

La présente convention sera :

- Adressée aux parties signataires,
- Transmise au Représentant de l'Etat,
- Notifiée à l'agent mis à disposition.

Fait à ..... le .....

En trois exemplaires

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**Monsieur Jean-Pierre GIRAN**  
Président de la Métropole TPM

Pour la Commune de Six-Fours-Les-Plages

**Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE**  
Maire de Six-Fours-Les-Plages



Jean-Sébastien VIALATTE  
Député Honoraire  
Maire de Six-Fours-Les-Plages  
Vice-Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

**L'agent mis à disposition**  
(Nom, prénom, signature)

**Annexe n° 1 à la convention – Liste du personnel communal exerçant à moins de 50% sur une ou plusieurs compétences transférées mis à disposition de la Métropole dans le cadre de sa constitution.**

ANNEXE 1  
VILLE DE SIX FOURS  
PERSONNELS IDENTIFIES A MOI  
MIS A DISPOSITION DE DROIT COMMUN /

Nombre	Nom	Prénom	Organigramme commune : Direction	Organigramme commune : Service	Fonction / Poste (si précisé par la commune)	Statut		Grade	Temps de travail	Quotité du poste	Quotité de travail en ETP (100% pour un temps plein, temps partiel)	Quote part total sur les compétences transférées
1	AIELLO	CECILE	Direction des Services Techniques	URBANISME, AFFAIRES FONCIERES	ACCUEIL /	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint administratif principal 1ère classe	Temps complet	35 H	100%	30%
2	JARDINO	PASCALE	Direction des Services Techniques	URBANISME, AFFAIRES FONCIERES	COMPTABILITE /	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint administratif	Temps complet	35 H	100%	45%
3	GRALL	SANDRINE	Direction des Services Techniques	AFFAIRES FONCIERES	TPLE FONCIER ADMINISTRATIF /	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint administratif principal 2ème classe	Temps complet	35H	100%	45%
4	RICCI LOHMECHT	NATHALIE	Direction des Services Techniques	URBANISME, AFFAIRES FONCIERES	NUMEROTATION ALIGNEMENT /	Fonctionnaire	Titulaire	Adjoint administratif principal 2ème classe	Temps complet	35 H	80%	45%
5	ROBERT	FREDERIC	Direction des Services Techniques	URBANISME, AFFAIRES FONCIERES	SUIVI DES ALIGNEMENTS /	Fonctionnaire	Titulaire	Technicien	Temps complet	35 H	100%	45%